



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 décembre 2016 (9^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-12-09/101

OBJET : Définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la CANGT

L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre à 12h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

Mme SERMANSON Sylvia à M. ANZALA Jean
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle

CONSEILLERS EXCUSES : Six (6)

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme GUILLAUME Stella, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme RAMASSAMY Yvelle.

CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent.

A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu décret n° 2000-815 du 25 août 2000 susvisé, la durée légale de travail effectif est fixée à 35 heures hebdomadaire ce qui représente annuellement 1607 heures, incluant la journée de solidarité ;

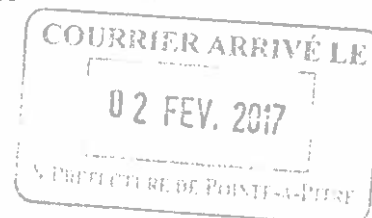
Vu l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 fixe les garanties minimales que doit respecter l'organisation du travail en ce qui concerne les durées maximales de service et des durées minimales de repos ;

Vu l'article 5 du décret 2000-815 du 25 août 2000 prévoyant le recours aux astreintes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la saisine du comité technique ;



Considérant qu'au sein de la CANGT, les agents exerçant dans le domaine administratif travaillent selon deux cycles de travail différents :

- 36h pour les agents de l'ex-CCNGT ;
- 35 h pour les autres agents.

Considérant que les horaires de travail seront déterminés à l'intérieur de ces cycles, bornes hebdomadaires et quotidiennes en fonction des nécessités de service par l'autorité territoriale.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De déterminer le temps exclu du temps de travail effectif :

- La pause méridienne, d'une durée d'une heure au cours de laquelle l'agent peut vaquer librement à ses occupations ;
- Le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail ;
- Le temps pendant lequel l'agent dispense une formation ;
- La participation au jury de concours ou examen fonction publique territoriale ;

ARTICLE 2 : D'approuver l'organisation des cycles de travail, les bornes hebdomadaires et journalières suivantes :

Pour les agents relevant du **domaine administratif**, harmoniser le cycle de travail à 36h hebdomadaire.

Cycle hebdomadaire de 36 heures	
Borne hebdomadaire	5 jours travaillés/semaine
Borne journalière	7h-18h
Nombre de jour de congé annuel	25
Nombre de jours de R.T.T'	6

Pour les agents relevant du **domaine technique**, fixer un cycle pluri hebdomadaire (35 heures/hebdomadaire, calculé sur une période mensuelle).

Cycle pluri hebdomadaire (151,67 heures/mensuel)	
Borne hebdomadaire	5 ou 6 jours travaillés/semaine
Borne journalière	5h-18h
Nombre de jour de congé annuel	25 ou 30 (en fonction du nombre de jours travaillés dans la semaine).

ARTICLE 3 : De fixer la pause méridienne à une (1) heure.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues - 97100 Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradom.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

ARTICLE 4 : De mettre en place à compter du 1^{er} janvier 2017 des périodes **d'astreinte d'exploitation** dans les conditions suivantes :

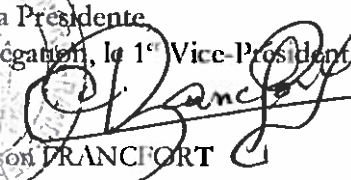
- Surveillance des prestations externes dans le cadre de la collecte des déchets ménagers au service gestion des déchets à la direction de l'environnement et du développement durable.
- Les personnels concernés peuvent être fonctionnaire ou non titulaire de la filière technique dans les cadres d'emplois d'adjoint technique, agent de maîtrise, technicien, ingénieur territorial et seront au moins au nombre de deux pour permettre un roulement en fonction de planning d'astreinte.
- La période d'astreinte s'effectue durant la semaine (en dehors des horaires de travail), les week-end et jours fériés.
- Le planning des astreintes est établi au moins trimestriellement par le supérieur hiérarchique et transmis au moins quinze jours avant le début de l'astreinte.
- L'agent d'astreinte sera informé par appel téléphonique afin d'être en mesure d'intervenir sur une période d'astreinte.
- Les périodes d'astreinte et d'intervention seront comptabilisées sur la base d'un état mensuel émis par le supérieur hiérarchique.
- Les périodes d'astreinte donneront lieu à versement d'indemnité d'astreinte.
- Le temps passé en intervention donne lieu au versement d'IHTS selon le barème et les plafonds réglementaires sur présentation de justificatifs (relevé ou compte rendu d'intervention).
- Les taux des indemnités seront revalorisés automatiquement, sans autre délibération, en fonction des revalorisations réglementaires qui pourraient intervenir ;
- Les frais de déplacement seront pris en charge selon la réglementation en vigueur ;

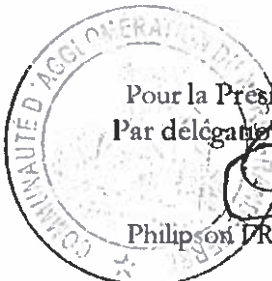
ARTICLE 5 : Les crédits nécessaires seront inscrits au budget au chapitre 012

ARTICLE 6 : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Pour la Présidente,
Par délégation, le 1^{er} Vice-Président

Philippe FRANCFORT



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues - 97100 Basse-Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

